

# Les migrants pris entre deux rives

Si l'accord signé en mars entre l'UE et la Turquie a fait diminuer les arrivées en Grèce, les candidats à l'exil européen depuis la Libye sont toujours plus nombreux.

Par  
**CHRISTIAN LOSSON**  
et **LUC MATHIEU**

Le grand cimetière dont parlait le pape à Lesbos, la semaine dernière, s'agrandit chaque jour davantage. Un an après le pire naufrage en Méditerranée, où 800 migrants étaient morts noyés au large des côtes libyennes, près de 500 personnes y auraient encore péri il y a quelques jours, selon le Haut Commissariat aux réfugiés. Ce sont des Somaliens, Soudanais et Ethiopiens, secourus avant d'être débarqués en Grèce, qui racontent ce scénario trop lu, trop vu. Ils avaient pris la mer près de Tobrouk, en Libye, à bord d'un rafiôt délabré. Des passeurs les ont poussés, en pleine mer, à monter sur un autre bateau, qui a chaviré sous l'effet de la surcharge et de la panique. Depuis le début de l'année, 761 morts ou disparus avaient été comptabilisés jusque-là par le HCR. 5350 avaient été engloutis par la mer l'an passé. Dans ce décompte, les candidats à l'exil européen, qui fuient les guerres, les dictatures ou l'absence d'avenir, ne sont perçus que comme des numéros. C'est selon ce principe terrible que l'UE a conclu, il y a un mois, un accord avec la Turquie. Un deal honteux qui scelle le renvoi systématique de tous les réfugiés arrivés sur les îles grecques. Demandeurs d'asiles inclus.

**Saturées.** Car comme le rappelle l'Organisation internationale pour les migrations, les hommes, femmes et enfants qui étaient, en dépit des périls, parvenus à gagner la Grèce avant de rêver en partant au plus vite vers l'Europe du Nord, fuient la Syrie, l'Irak, l'Afghanistan, le Pakistan ou l'Iran. Qu'importe pour l'UE. Qu'importe aussi si les autorités



## LES PRINCIPALES ROUTES MIGRATOIRES VERS L'UNION EUROPÉENNE



grecques sont saturées, sacrifiées. L'UE joue la carte du «un pour un». Pour chaque Syrien renvoyé vers la Turquie, un autre Syrien doit être réinstallé depuis la Turquie dans l'UE. Dans la limite de 72 000 places. Dérisoire, comme l'est la portion infinitésimale des 160 000 réfugiés qu'elle avait promis, en septembre, d'accueillir.

«Dans leur précipitation à mettre en œuvre l'accord d'expulsion conclu avec la Turquie, l'Union européenne et la Grèce ont fait fi des droits humains, notamment de ceux qui voulaient demander l'asile», a déclaré mercredi Fred Abrahams, de l'ONG Human Rights Watch. Les expulsions abusives mettent au jour les graves failles des expulsions collectives accélérées de migrants vers un pays qui ne saurait être considéré comme sûr. Et qui rechigne à ouvrir les portes de ses centres d'accueil aux humanitaires comme aux jour-

nalistes (lire page 4). La Turquie doit faire «plus d'efforts» dans son accueil, a admis la Commission européenne mercredi.

**Verrou.** Reste que le verrou grec dissuade de nouvelles arrivées. Ainsi, seuls 553 migrants sont arrivés en Grèce entre le 11 et le 17 avril, une baisse de 18% par rapport à la semaine précédente. Quand, dans le même temps, 4 651 réfugiés ont pu rejoindre l'Italie, une hausse de 665% par rapport à la semaine précédente... Il est illusoire et hypocrite de penser que la fermeture de routes migratoires tarira le flot de réfugiés, rappellent les spécialistes des migrations (lire page 5). Le calvaire, les souffrances se déplacent ailleurs, comme le montre notre reportage en Libye. Où les morgues sont pleines de corps de «clandestins». Sans que cela ne fasse baisser le nombre de candidats à l'exode. ◀

Suite de la page 3 d'Alger. Ce dernier les fait escalader un mur en leur expliquant qu'il s'agit du hangar où ils vont attendre le départ. Mohamed sourit quand il montre la vidéo où on voit les migrants franchir l'enceinte de la brigade anti-immigration. Mohamed n'est en réalité pas un intermédiaire, mais un membre de la brigade. Sa spécialité : traquer les passeurs. La mission du 2 avril n'avait pas pour but d'arrêter des migrants, mais d'appâter Othman. Ce passeur gambien de 24 ans est le dernier maillon d'un réseau d'une dizaine d'intermédiaires. Othman fournit bateau, moteur et GPS. Une prestation à 1000 euros. Un chiffre qui peut monter à 1500 euros pour les Erythréens, Ethiopiens et Somaliens, trois nationalités à part parmi les migrants car elles suivent des réseaux beaucoup plus organisés. Ces candidats ne fuient pas seu-

lement la misère, ils fuient la dictature. Les mafieux savent qu'en Europe, ils ont des chances d'obtenir un statut de réfugié politique et les font donc payer plus cher. Mohamed n'a toujours pas digéré son opération ratée contre Akmes et AzGuido, deux célèbres passeurs érythréens basés à Tripoli avant de se réfugier à Sabratha. Il doit se contenter de plus petits poissons comme Othman.

«Je suis arrivé légalement en Libye en juillet 2015 pour enseigner le Coran dans une mosquée», raconte le passeur gambien dans le bureau de Mohamed. Un jour, un passeur m'a demandé de le remplacer. Je



faisais parfois l'imam en dirigeant la prière. J'avais donc une bonne réputation et tout le monde me connaissait, c'est bon pour le business.» A-t-il conscience d'avoir commis un acte «haram» (interdit dans la religion musulmane)? «Oui, j'ai fait une erreur, mais aucun homme n'est mort sur les deux départs que j'avais organisés», se défend-il.

Diallo Alpha a rapidement compris qu'il n'avait été qu'un appât. Certains de ses compagnons se demandent encore comment ils se sont retrouvés du jour au lendemain entourés d'hommes en uniforme puis de journalistes.

Pour eux, accepter la réalité, c'est accepter l'échec : un passage de plusieurs mois dans un centre de détention aux conditions exécrables et l'impossibilité d'aider leurs familles.

### HONTE

Car en plus d'économiser pour leur périple, les migrants envoient une partie de leurs ressources au pays. En Libye, où les agences de transfert d'argent sont fermées depuis des mois, l'opération, appelée *hawala*, se déroule dans des échoppes de la vieille ville de Tripoli. «Pour envoyer 10 000 francs CFA [15 euros environ], ils me donnent 58 dinars [38 euros, soit 2,5 fois le taux officiel]. J'appelle mon contact dans le pays concerné qui va donner l'équivalent à la famille», décrit un commerçant d'épices nigérien qui prend une commission de 17%.

La prison, l'incapacité de subvenir aux besoins de leur famille, mais surtout la honte du retour au pays sans avoir réussi en Europe. C'est pour cette dernière raison que Diallo Alpha fouille la poche intérieure de son jean élimé. Il en sort un papier rempli de numéros de téléphone soigneusement emballés dans un morceau de plastique étanche en vue de la traversée qui n'aura pas lieu. «Appelez ma femme. Prévenez-la que je suis arrêté. Mais surtout, dites-lui de ne rien dire à ma maman. Elle s'est trop sacrifiée pour me permettre ce voyage.» L'infortune a fait de Diallo Alpha un dommage collatéral de l'opération de Mohamed, un dommage collatéral de l'instabilité libyenne et un dommage collatéral de la politique migratoire européenne.

**MATHIEU GALTIER**  
Envoyé spécial à Tripoli



A Lesbos, le 8 avril, des réfugiés sont escortés sur un ferry à destination de la Turquie. PHOTO ETIENNE DE MALGLAIVE

# La Turquie, un terminus aux contours troubles

Depuis l'accord entre Ankara et l'UE, les migrants arrivés en Grèce sont renvoyés de l'autre côté de la frontière, où ils sont retenus dans des conditions floues.

Les images avaient fait le tour des chaînes de télévision : les 4 et 8 avril, plusieurs bateaux en provenance des îles grecques de Lesbos et de Chios faisaient leur entrée dans le port turc de Dikili avec à leur bord 325 migrants clandestins. Ankara respectait ainsi l'engagement pris avec l'Union européenne de récupérer sur son territoire les personnes entrées illégalement en Grèce après le 20 mars. Ces migrants «économiques» étaient pour la grande majorité originaires du Pakistan, du Bangladesh et d'Afghanistan. Aucun n'avait déposé de demande d'asile auprès des autorités

grecques. A peine arrivés sur le sol turc et après un rapide examen de santé, ils ont été envoyés en bus dans la région de Kirklareli, près de la frontière avec la Bulgarie. Et depuis, plus rien.

**Rétention.** «On ne sait rien de leur sort. A dire vrai, on n'est même pas sûr à 100% de l'endroit exact où ils sont retenus», explique, un peu désarmé, Andrew Gardner, chercheur pour Amnesty International en Turquie. Selon certains médias locaux, les migrants pourraient avoir été placés dans le camp de rétention de Pehlivan-köy, à une quarantaine de kilomètres de Kirklareli.

reli. Une structure flambant neuve, ouverte le 1<sup>er</sup> avril, pouvant accueillir jusqu'à 750 personnes. D'ailleurs, le jour de son inauguration, le gouverneur de la province, Esengül Civelek, n'avait pas tari d'éloges à son sujet, vantant les «équipements» disponibles sur place : réfectoire, salle de télé, terrains de jeux, coiffeurs, etc. Mais, là aussi, impossible de le vérifier, même pour les ONG.

«Comme les journalistes, nous n'avons pas accès aux camps. Nous ne savons pas ce qu'il s'y passe», explique le chercheur d'Amnesty International. L'avenir des migrants renvoyés de Grèce est tout aussi trouble. «Ce n'est pas clair s'ils seront renvoyés ou non dans leur pays d'origine. Ils doivent pouvoir faire une demande d'asile mais il semble qu'ils n'aient même pas accès au téléphone.»

**Disséminés.** Pour l'heure, aucune demande n'a été transmise aux services du Haut Commissariat aux réfugiés de l'ONU (HCR), qui n'a pas encore été autorisé à se rendre sur place. «Nous n'avons pas encore pu rencontrer les migrants, mais nous sommes en négociation avec les autorités turques pour avoir accès à ce groupe de personnes», confirme un membre de l'organisation.

Si le gouvernement turc, lui, ne s'étend guère sur la situation de ces migrants illégaux, plusieurs annonces ont été faites par l'exécutif concernant le sort des réfugiés syriens prochainement expulsés du territoire grec vers la Turquie, conformément à l'accord du 18 mars. Ils seront d'abord envoyés dans un camp temporaire – fermé – à Osmaniye, près de la frontière syrienne, a précisé le ministre turc chargé des Affaires européennes, Volkan Bozkır. Après enregistrement, ils seront ensuite disséminés dans d'autres structures dans le sud du pays. Ils rejoindront ainsi l'un des 26 camps de l'Agence turque de gestion des catastrophes naturelles et des situations d'urgence (Afad), où vivent environ 12% des 2,8 millions de Syriens présents en Turquie et où ils auront accès à de la nourriture, des soins et à un système éducatif. De quoi redorer un temps l'image d'hôte d'Ankara, récemment accusé par des ONG internationales d'avoir expulsé des réfugiés syriens dans leur pays, malgré la guerre.

**QUENTIN RAVERDY**  
Correspondance à Istanbul

